



**Revue de presse des Sans-Chemise
- 23 septembre 2008**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

.....
La Tribune, 23 septembre 2008 - Opinions : Le mépris

L a présente campagne électorale fédérale a beau manquer de contenu, le candidat conservateur de Vaudreuil-Soulanges, Michael Fortier, et son parti, ont trouvé le moyen de se démarquer en se livrant à une tactique aussi vaine que de bas étage contre le Bloc québécois.

En affirmant que la présence du Bloc québécois à Ottawa ne représente qu'une facture de 350 millions \$ pour les citoyens et zéro résultat, les conservateurs semblent mal comprendre les principes fondamentaux de la démocratie, dont la liberté de vote.

On a beau déplorer que le parti de Gilles Duceppe soit condamné dans l'opposition, qu'il ait perdu de sa pertinence, il n'en demeure pas moins qu'élections après élections, il a obtenu une majorité de sièges au Québec.

On peut présumer que ces électeurs jugent que le Bloc québécois est le parti le plus apte à défendre leurs intérêts. Du moins jusqu'ici.

Et n'en déplaise au candidat Fortier, qui a dévoilé dimanche cette nouvelle offensive publicitaire, la démocratie repose entre autres sur l'élection d'un gouvernement et d'une opposition.

Suivant la logique conservatrice, pourquoi ne pas remettre en question l'utilité du Nouveau parti démocratique, du Parti vert et, tant qu'à y être, du Parti libéral du Canada, tous trois cantonnés dans l'opposition jusqu'ici.

Est-ce qu'aux yeux de M. Fortier, l'opposition serait un gaspillage d'argent?

Faut-il rappeler aux conservateurs qu'ils ont eux-mêmes passé passablement d'années dans l'opposition? Et qu'un député, qu'il soit dans le parti au pouvoir ou au sein de l'opposition, coûte le même "prix".

Cette attaque est déshonorante pour la politique et fort malvenue, surtout de la part d'un ex-sénateur et ministre non-élu qui, à ce titre, a touché une généreuse rémunération payée par les contribuables.

Dans ce contexte, on peut comprendre la réaction d'indignation du chef bloquiste, Gilles Duceppe, et de nombreux électeurs. D'ailleurs tous les partis de l'opposition devraient protester!

Il s'en trouvera bien sûr plusieurs pour applaudir la tactique des conservateurs, mais celle-ci pourrait bien se retourner contre eux.

Car au-delà des aspects partisans, c'est un principe de la démocratie parlementaire qui est attaqué ici.

Il peut être de bonne guerre de remettre en question l'utilité du Bloc québécois à Ottawa, de déplorer la minceur de son bilan législatif ou son coût "politique" pour le Québec.

Mais on ne peut laisser entendre que des millions d'électeurs se sont faits avoir depuis 18 ans parce qu'ils ont voté pour ce parti. Cela est méprisant.

Et les chômeurs?

Bien des électeurs déplorent le manque de réel débat dans l'actuelle campagne électorale fédérale.

Il y a pourtant un sujet brûlant d'actualité dont les candidats ne parlent presque pas:

le surplus de près de 56 milliards \$ de la caisse de l'assurance-emploi, cet argent versé par les employeurs et les travailleurs, mais incorporée dans la comptabilité générale du gouvernement.

Et dans une région qui a perdu plus de 15 000 emplois manufacturiers depuis 2003 et où des centaines de ménages ont été plongés dans la pauvreté, cela est très étonnant.

La Cour suprême du Canada a été saisie d'une plainte des grands syndicats contre la façon dont Ottawa gère ces milliards \$.

En attendant, la coalition "Les Sans-Chemise" tente tant bien que mal d'amener les différents candidats à s'engager face à ses revendications pour améliorer l'accès au régime, hausser le taux des prestations et créer une caisse autonome. Prêche-t-elle dans le désert?

Denis Dufresne

Le Droit, 23 septembre 2008 - Élection fédérale : McGuinty poursuit sa croisade contre Ottawa

Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a lancé une pétition en ligne enjoignant les Ontariens à la signer pour envoyer un message clair au fédéral le pressant d'accorder un traitement équitable à leur province.

Le premier ministre profite ainsi de la campagne électorale fédérale pour relancer le débat auprès des principaux partis politiques d'Ottawa. Il a d'ailleurs écrit aux chefs des partis pour leur demander ce qu'ils entendent faire pour rétablir l'équité de l'Ontario.

Le premier ministre demande ainsi à la population de soulever la question de l'équité auprès des candidats à l'élection fédérale et de signer une pétition.

Selon M. McGuinty, l'Ontario ne reçoit pas sa juste part de financement du fédéral comparativement aux autres provinces canadiennes. "Le financement fédéral de la santé est censé être réparti à égalité entre tous les Canadiens et Canadiennes. Or, chaque année, l'Ontario se voit privé de 700 millions de dollars pour la santé", écrit-il sur le site Internet.

M. McGuinty donne aussi en exemple le cas des travailleurs mis à pied en Ontario qui reçoivent 4 600 \$ de moins en assurance-emploi que s'ils vivaient dans une autre région du Canada.

Le premier ministre fait aussi remarquer qu'Ottawa a un programme de développement économique pour la région de l'Atlantique canadien, le Nord, le Québec et l'Ouest, mais aucun pour le Sud de l'Ontario, où le secteur manufacturier éprouve des difficultés à relever les défis économiques mondiaux.

M. McGuinty estime aussi que l'Ontario ne reçoit pas les 970 millions \$ qui lui reviennent au titre du Fonds Chantiers Canada pour les projets d'infrastructure. En vertu de la réglementation actuelle du gouvernement fédéral, l'Ontario transfère 20 milliards \$ aux autres provinces.

Le premier ministre et chef du Parti conservateur du Canada, Stephen Harper, rétorque pour sa part qu'une nouvelle entente a été adoptée il y a quelques années pour régler le déséquilibre fiscal. "L'Ontario a beaucoup bénéficié de cette entente. Je sais que ça n'a pas donné tout ce que M. McGuinty demandait, mais les paiements de transfert vers l'Ontario ont augmenté de façon significative", indique M. Harper.

Il ajoute que son parti annoncera, au cours de la campagne, une série de mesures pour aider l'Ontario à faire face à certains problèmes économiques.

Dominique La Haye, Louis Lafortune

La Presse, 23 septembre 2008 - Élections fédérales 2008 : Plateforme électorale du Parti libéral, Dion promet une économie prospère et durable

Le chef libéral, Stéphane Dion, a rendu publique hier la plateforme électorale de son parti en annonçant 16,3 milliards de dollars de nouvelles dépenses et de baisses d'impôts tout en promettant des excédents budgétaires.

"Un gouvernement libéral ne mènera pas le Canada en déficit. Un point c'est tout", a affirmé Stéphane Dion en dévoilant les chiffres de son programme électoral intitulé Un Canada plus prospère, plus juste et plus vert.

Le plan libéral, à partir des prévisions du dernier budget conservateur, prévoit des dépenses totales pour les quatre prochaines années (2009-2010 à 2012-2013) de

1058,4 milliards de dollars. Or, les revenus fédéraux prévus par le gouvernement conservateur pour cette période de quatre ans sont de 1076 milliards de dollars, soit des excédents de 17,6 milliards de dollars en quatre ans par rapport au plan libéral.

Trois milliards pour les imprévus

Mais comme Stéphane Dion a annoncé hier qu'il rétablissait la réserve pour éventualité de 3 milliards de dollars par année "pour protéger les Canadiens en cas d'imprévus", le solde de fonctionnement véritable sera au bout de cette période de 1,3 milliard de dollars. Soulignons que si cette réserve pour éventualité n'est pas utilisée après chaque exercice budgétaire, elle servira au remboursement de la dette.

Une taxe sur le carbone neutre

Quant au fameux Tournant vert de Stéphane Dion, la "clé de voûte" de son programme, les calculs libéraux démontrent qu'il est "budgétairement neutre", c'est-à-dire que la taxe sur le carbone - qui totalise 15,1 milliards - sera réinvestie dans les baisses d'impôts et ces nouvelles dépenses de 16,3 milliards. Mais comme M. Dion a promis que sa taxe sur le carbone sera neutre sur le plan budgétaire, cela signifie que chaque dollar récolté par cette taxe retournera aux contribuables.

Le document de 79 pages ne touche pas par ailleurs aux programmes déjà mis en place par les conservateurs, tels par exemple les 1200\$ par année versés aux familles pour leurs enfants d'âge préscolaire ou encore la baisse de la TPS.

Le plan libéral dégage sa fameuse réserve pour éventualité grâce à un examen détaillé à venir des dépenses de l'État, question de réaliser des économies à tous les postes de dépense, sauf celui des transferts. Le plan a également été élaboré sur une prévision de croissance du PIB de 4,4% en quatre ans.

Les gènes de la prudence

Le chef libéral a rappelé qu'après 27 années de déficits budgétaires, ce sont les libéraux qui ont rétabli l'ordre dans les finances de l'État en produisant, sous les gouvernements Chrétien et Martin, huit budgets équilibrés consécutifs.

"C'est dans nos gènes maintenant d'être très prudents avec les finances publiques", a déclaré M. Dion qui s'est réclamé en ce domaine des héritages de Jean Chrétien et de Paul Martin.

En dévoilant cette plateforme chiffrée qui va bien au-delà du Tournant vert, Stéphane Dion souhaite donner à sa campagne son véritable envol.

Des enjeux complémentaires

"Ce plan touche beaucoup d'aspects, a-t-il expliqué hier, comme tous les gouvernements doivent le faire. Mais il a une orientation très précise, celle d'avoir une économie prospère et durable; mettre ensemble l'énergie et l'économie dès maintenant. La façon pour avoir une économie profitable dès maintenant c'est de réduire les coûts d'énergie. En réduisant les coûts d'énergie, nous réduisons la pollution. Nous devons mettre ces deux enjeux ensemble au lieu de les opposer comme le fait toujours Stephen Harper."

Les grandes initiatives de ce programme électoral ont pour la plupart été dévoilées tout au long des deux premières semaines de la campagne électorale, sauf pour une politique de 690 millions sur quatre ans destinée à assainir les eaux, un accroissement de 500 millions de l'aide internationale, une somme de 370 millions pour l'énergie propre et une réforme de l'assurance emploi.

Changement pour les chômeurs

À ce chapitre, M. Dion a annoncé que les travailleurs en chômage qui acceptent un emploi temporaire pourront continuer à recevoir 40% de leurs prestations. Cette réforme de l'assurance emploi changera également le calcul des prestations de façon à ce qu'il tienne compte des 14 meilleures semaines de salaire de l'année précédant la demande. La réforme prévoit aussi d'aider les travailleurs saisonniers aux prises avec le "trou noir", cette période creuse entre la fin des prestations et la rentrée au travail, en bonifiant de cinq semaines les prestations.

En ce qui a trait aux baisses d'impôts promises dans le Tournant vert, elles représentent, selon M. Dion, 10% de l'impôt des particuliers des classes moyennes et défavorisées.

Gilles Toupin